

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1336

23 mai 2015

SOMMAIRE

2512 H S.A.	64089	Kettman Invest S.A.	64089
Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg)	64123	Leo Participations S.A.	64088
Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A. ..	64087	Luxad S.A.	64084
AIM SOFTWARE Luxembourg S.A.	64084	LUXFER - Industriehallenbau S.A.	64088
ANTICIP CONSULT Luxembourg Sàrl	64083	Melampyre S.A.	64083
Bolea Capital Gestion S.à r.l.	64084	Mine Holding S.A.	64091
Capital Dynamics General Partner S.à r.l. ...	64091	Muscari Investissement S.A.	64082
Clairam S.A.	64082	Negentropy SICAV-SIF	64083
Cnig S.A.	64090	Offshore Drilling Holding SA	64125
Croisimer Finance S.A.	64087	Orchis Developpement S.A.	64083
Dallas Gewerbeimmobilien S.à r.l.	64087	Prime Frankfurt Goetheplatz B 2 S.à r.l. ...	64085
Dedicated MAP Portland Hill Fund	64092	Prostar S.A.	64082
Emimmo S.A.	64086	Rockwell Collins International Holdings S.à r.l.	64086
Energy Investments S.A.	64089	Rorke's Drift SA	64087
Euroset Television S.à r.l.	64088	SachwertInvest I	64127
Faroe Investments Andover S.à.r.l.	64090	Sigma Group Holdings S.à r.l.	64116
Finogest Finance S.A.	64126	Société Immobilière de Monterey S.A.	64088
Gefinor S.A.	64085	Société Maria Rheinsheim	64091
Hatboro Invest Trade Inc S.A.	64086	TMC S.A.	64089
Health Group International Holding S.A. ...	64090	Value Portfolio	64086
Hines Investment Services S.à.r.l.	64105	West Fields Consolidated S.A., SPF	64084

Clairam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 69.720.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 juin 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014 ;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 ;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014 ;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes ;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015072928/10/18.

Prostar S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.649.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le *10 juin 2015* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015075748/795/18.

Muscari Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 160.195.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *4 juin 2015* à 09.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068624/10/18.

Orchis Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 160.202.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *4 juin 2015* à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068629/10/18.

Melampyre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 160.196.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *4 juin 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2014;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015068622/10/18.

Negentropy SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 141.322.

Les comptes annuels au 31 août 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050660/9.

(150057911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

ANTICIP CONSULT Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Koetschette, 10, Z.I. Riesenhaff.
R.C.S. Luxembourg B 115.555.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050966/9.

(150059400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Luxad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 105.566.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 29 juin 2015 à 14.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Décision de la dissolution et de la liquidation volontaire de la Société;
- Nomination de la société FIDUPAR, en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur);
- Détermination des pouvoirs conférés au Liquidateur et de la procédure de liquidation;
- Instruction au Liquidateur de réaliser au mieux tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015075746/755/17.

West Fields Consolidated S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 19.460.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire Reportée tenue le 12 mai 2015, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 24 juin 2015 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015075747/795/19.

AIM SOFTWARE Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10A-10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 146.512.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050955/9.

(150058817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Bolea Capital Gestion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 160.324.

Le Bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015050987/9.

(150058929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Gefinor S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 8.282.

In accordance with article 10 of the statutes, the Board of Directors convenes the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders to be held on *June 25, 2015* at 11.00 a.m. at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. Submission and approval of the following documents:
 - Reports of the Board of Directors, the Independent External Auditor on the unconsolidated financial statements for the year ended December 31, 2014;
 - Unconsolidated financial statements for the year ended December 31, 2014;
 - Reports of the Board of Directors and of the Independent External Auditor on the consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014;
 - Consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014.
2. Allocation of the results.
3. Discharge of the Board of Directors for the accounting year ended December 31, 2014.
4. Statutory election.
 - The Board proposes to re-elect Mr. Sulaiman Abdul Kader Al Muhaidib, Mr. Damien Wigny, Mr. Yves Prussen and Mr. Mohamed Ousseimi as Directors.
 - The Board proposes to re-elect Deloitte S.A. as Independent External Auditor (Réviseur d'entreprises) for both statutory and consolidated accounts
5. Authorisation to the Board to buy and sell the shares of the Company on the following conditions:
 - Quantity: up to 10% of the outstanding shares,
 - Price per share: minimum USD 2.5,- and maximum USD 7,-
 - Duration: 12 months
 - A board resolution should be passed before each time such a repurchase is implemented and a circular to be sent to each shareholder specifying conditions for share repurchase.
6. Approval of the delegation to the Chairman of the powers to represent the Company and conduct its daily management and affairs.
7. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015074960/581/35.

Prime Frankfurt Goetheplatz B 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 14, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 158.529.

Auszug aus den Beschlüssen des Geschäftsführerrates der Gesellschaft im Umlaufverfahren vom 27. Februar 2015

Am 27. Februar 2015 hat der Geschäftsführerrat der Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

- Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von derzeit 24, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg nach: 14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015.
- Die Geschäftsführer der Gesellschaft, Herr Cyril Amos Friedrich SCHELLING und Herr Matthias EDER, haben ebenfalls ihre berufliche Adresse nach:

14, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum 1. März 2015 verlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 1. April 2015.

Prime Frankfurt Goetheplatz B 2 S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2015050700/19.

(150058096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Emimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 124.185.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *2 juin 2015* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070542/506/16.

Hatboro Invest Trade Inc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 119.013.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *2 juin 2015* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070543/506/16.

Rockwell Collins International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 96.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 145.840.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015050740/12.

(150058557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Value Portfolio, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 132.415.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051484/10.

(150059266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Croisimer Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 116.612.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *2 juin 2015* à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070541/506/16.

Rorke's Drift SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 180.395.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *3 juin 2015* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice clôturant au 31 décembre 2014 et affectation du résultat,
3. Décharge à l'Administrateur Unique et au Commissaire aux Comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

L'administrateur unique

Référence de publication: 2015070544/506/16.

Adelis Equity Partners Fund I Feeder S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 179.235.

Statuts coordonnés, suite à une constatation d'augmentation de capital reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 11 décembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 10 mars 2015.

Référence de publication: 2015050935/12.

(150059350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Dallas Gewerbeimmobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 193.233.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051689/10.

(150060089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

LUXFER - Industriehallenbau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 9.821.

The Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *June 1st, 2015* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2014
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2015070568/795/16.

Leo Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 87.391.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *1er juin 2015* à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070567/795/16.

Société Immobilière de Monterey S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 183.500.

Extrait de la résolution prise par les administrateurs

Les administrateurs décident de transférer le siège social, avec effet au 20 mars 2015, au:
44, avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

Administrateur A / Administrateur B

Référence de publication: 2015050775/12.

(150058431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Euroset Television S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 69.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051104/10.

(150058724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Kettman Invest S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 180.818.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à
l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE STATUTAIRE
qui se tiendra le *1er juin 2015* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2014
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015070566/795/15.

2512 H S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.678.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à
l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE
qui se tiendra le mercredi *3 juin 2015* à 14.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Ratification de la nomination de Jean-Charles Thouand,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015071356/755/20.

Energy Investments S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 150.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015051099/10.

(150058725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

TMC S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 45.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015051467/9.

(150059259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Cnig S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 102.307.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 3 juin 2015 à 10.15 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Ratification de la nomination de Jean-Charles Thouand,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015071358/755/20.

Health Group International Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 95.901.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 23 janvier 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme

HEALTH GROUP INTERNATIONAL HOLDING SA, dont le siège social à L-2311 LUXEMBOURG - 3, avenue Pasteur, a été dénoncé en date du 25 juin 2004.

Pour extrait conforme
Me Fanny CAQUARD
Avocat à la Cour

Référence de publication: 2015050509/14.

(150058495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2015.

Faroe Investments Andover S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 195.306.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 1^{er} avril 2015 que Faroe Investments Mezzco S.à r.l., associé unique de la Société, a cédé onze mille (11.000) parts sociales d'une valeur nominale de une livre sterling (GBP 1,-) représentant 100% du capital social de la Société, à Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195813.

Suite à ce contrat du 1^{er} avril 2015 et à compter de cette date, Faroe Investments Intermediate Holdco S.à r.l. détient l'ensemble des onze mille (11.000) parts sociales composant le capital social de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2015051112/20.

(150059028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Société Maria Rheinsheim, Société Anonyme.
Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 306.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

laquelle se tiendra à Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse, Bloc G, salle de réunions (Service de Presse) du 1^{er} étage, le mardi 2 juin 2015 à 19.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du réviseur d'entreprises agréé sur l'exercice 2014.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2014.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au réviseur d'entreprises agréé.
5. Nominations légales et statutaires.
6. Divers.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Georges PIERRET
Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015069715/20.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Le Conseil d'Administration rappelle aux actionnaires que les droits afférents aux actions au porteur ne peuvent être exercés qu'en cas de dépôt de l'action au porteur auprès du dépositaire conformément à l'article 42 de LCSC. En outre, le Conseil d'Administration rappelle également aux actionnaires que les actions au porteur doivent être déposées pour le 18 février 2016 au plus tard sous peine de sanction.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social en date du 2 juin 2015 à 10 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 et du compte de résultats.
2. Discussion sur rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2014.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des L.C.S.C.
6. Modification au sein du Conseil d'administration.
7. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2015071360/1004/23.

Capital Dynamics General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 145.915.

Par le présent avis, la Société informe les tiers que M. Andrew Reid, gérant de classe B de la Société, a démissionné de son poste avec effet au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 7 avril 2015.

Référence de publication: 2015051614/11.

(150060179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2015.

Dedicated MAP Portland Hill Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, place de Gare.
R.C.S. Luxembourg B 196.828.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of May.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Lyxor MAP 1 S.à r.l., a private limited company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg under registration number B 192680 (the “General Partner”),

here represented by Mr Florent Denys, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 April 2015.

2) Lyxor Asset Management S.A.S., a société par actions simplifiée, incorporated under the laws of France having its registered office at 17, Cours Valmy, 92800 Puteaux, France, and registered with the French Registre du Commerce et des Sociétés of Nanterre with SIRET number 418 862 215,

here represented by Mr Florent Denys, prenamed, by virtue of a proxy given on 27 April 2015.

The said proxies initialled *ne varietur* by the appearing parties and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg limited partnership by shares (société en commandite par actions) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and form. There is hereby among Lyxor MAP 1 S.à r.l. (the “General Partner”) in its capacity as “associé gérant commandité”, the shareholders (in their capacity as “actionnaires commanditaires”) (the “Limited Shareholders”) and all persons who may become Limited Shareholders, a Luxembourg company (the “Fund”) under the form of a “société en commandite par actions”, qualifying as a specialized investment fund under the law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended from time to time (the “SIF Law”).

The Fund is an alternative investment fund (an “AIF”) within the meaning of directive 2011/61/EC of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on alternative investment fund managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) N° 1060/2009 and (EU) N° 1095/2010 and of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, as amended from time to time (the “2013 Law”).

The Fund exists under the corporate name of “Dedicated MAP Portland Hill Fund”.

Art. 2. Duration. The Fund is incorporated for an unlimited period of time.

The Fund shall end with the dissolution and the liquidation of its last Sub-Fund.

Art. 3. Purpose. The exclusive purpose of the Fund is to invest the funds available to it in a portfolio of assets with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of the management of their assets. The Fund may take any measures and carry out any transactions which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the SIF Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. The registered office of the Fund may be transferred within the city of Luxembourg by a simple resolution of the General Partner.

If the General Partner considers that extraordinary events of a political, economic or social nature, likely to compromise the registered office's normal activity or easy communications between this office and abroad, have occurred or are imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these abnormal circumstances have ceased completely; this temporary measure shall not, however, have any effect on the Fund's nationality, which, notwithstanding a temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Fund and its Sub-Funds (as defined in article 7 hereof). The minimum share capital of the Fund cannot be lower than the level provided for by the SIF Law. Such minimum share capital must be reached within a period of twelve (12) months after the date on which the Fund has been authorised as a specialised

investment fund under Luxembourg law. Upon incorporation the initial share capital of the Fund was thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) fully paid-up represented by ten (10) general partner shares paid up in the amount of one thousand Euro (EUR 1,000.-) and three hundred (300) ordinary shares paid up in the amount of thirty thousand Euro (EUR 30,000.-).

For the purposes of the consolidation of the accounts the currency of the Fund shall be US Dollars (USD).

Art. 6. Capital Variation. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Fund of new fully or partly paid-up shares or the repurchase by the Fund of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The General Partner shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a "Sub-Fund" and together the "Sub-Funds") under the meaning of article 71 of the SIF Law corresponding to one class of shares or for multiple classes of shares in the manner described in article 9 hereof.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of the relevant Sub-Fund once or several times. At the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Fund shall redeem all the shares in the relevant class(es) of shares, in accordance with article 11 below, notwithstanding the provisions of article 27 below. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

At each prorogation of a Sub-Fund, the registered shareholders shall be duly notified in writing, by a notice sent to their registered address as recorded in the register of shares of the Fund. The offering memorandum of the Fund (the "Offering Memorandum") shall indicate the duration of each Sub-Fund and, if appropriate, its prorogation.

As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund or Sub-Funds. The Fund shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Fund's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

A Sub-Fund may, subject to the conditions set out in the Offering Memorandum, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or already issued by one or several other Sub-Funds, without the Fund being subject to the requirements regarding the subscription, acquisition and/or holding by a company of its own shares set out in the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "Company Law"), under the conditions however, that:

- the target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- the voting rights, if any, which might be attached to the shares concerned will be suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund and without prejudice to an appropriate treatment in accounting and in the periodical reports; and
- in any case, as long as these shares are held by the Fund, their value shall not be taken into account for the calculation of the Fund's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the SIF Law.

For the purpose of determining the share capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in US Dollars (USD), be converted into US Dollars (USD) and the capital shall be the total of the net assets of all Sub-Funds and classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 8. Form of Shares. The shares of the Fund may be issued in registered form only.

All shares of the Fund shall be registered in the register of shareholders kept by the Fund or by one or more persons designated therefore by the Fund, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. The Fund may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

Within the limitations foreseen in the Offering Memorandum, the transfer of registered shares shall be effected, upon prior approval of the General Partner, (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Fund along with other instruments of transfer satisfactory to the Fund and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of registered shares, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more managers or officers of the General Partner or by one or more other persons duly authorized thereto by the General Partner.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered

into the register of shareholders by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the Fund from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Fund may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Fund that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Fund and replaced by new certificates.

The Fund may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Fund in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Fund recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Fund. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such share(s).

The Fund may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Sub-Fund or class of shares on a pro rata basis.

Art. 9. Classes of Shares. The Shares of the Fund are reserved to institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the SIF Law and the Fund will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as institutional, professional or well-informed investors within the meaning of the said law.

In addition to the one or several general partner shares subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) of the Fund, the General Partner may decide to issue one or more classes of ordinary shares, for the Fund or for each Sub-Fund, to be subscribed by Limited Shareholders (actionnaires commanditaires).

Each class of shares may differ as to its currency or the denomination of the class, dividend policy, the level of fees and expenses to be charged, minimum subscription and minimum holding amounts applicable or any other feature as may be determined by the General Partner. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in securities of any kind and/or other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the General Partner for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The General Partner may furthermore establish new classes of shares in order to hold a specific pool of assets within an existing Sub-Fund if the General Partner determines that the relevant assets are subject to a prevailing investment impediment, whether concerning illiquidity of the asset, inability to value or for any other reason affecting an asset. The General Partner shall convert the requisite number of shares of the existing classes of shares within the relevant Sub-Fund into shares of the new share class so that shareholders of the existing class of shares obtain a pro-rata shareholding in the new class of shares within the Sub-Fund on the date of asset transfer. Such new classes of shares will be closed to applications for subscriptions, conversions and redemptions, but subject to the General Partner retaining the overriding and absolute discretions in relation to the termination of the new class of shares.

Whenever dividends are distributed on distribution shares, the portion of net assets of the class of shares to be allotted to all distribution shares shall subsequently be reduced by an amount equal to the amounts of the dividends distributed, thus leading to a reduction in the percentage of net assets allotted to all distribution shares, whereas the portion of net assets allotted to all capitalisation shares shall remain the same.

The General Partner may, in the future, offer new classes of shares without approval of the shareholders. Such new classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing classes of shares, including, without limitation, the amount of the management fee attributable to those shares. In such a case, the Offering Memorandum shall be updated accordingly.

Art. 10. Issue of Shares. Subject to the provisions of the SIF Law, the General Partner is authorised without limitation to issue an unlimited number of shares at any time, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares and/or in any Sub-Fund; the General Partner may, in particular, decide that shares of any class and/or of any Sub-Fund shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the Offering Memorandum.

In addition, the General Partner may, at any time, issue classes of shares corresponding to a specific pool of investments and tracking the performance thereof. The Fund shall be considered as a single legal entity. However, as regards shareholders' relationships, each pool is invested for the exclusive benefit of the relevant class and liabilities pertaining to each pool shall be, insofar as possible, satisfied out of the relevant pool. This provision does not create a segregation of assets vis-à-vis third parties.

In derogation to article 11, paragraph 1 hereof, shareholders of the classes of shares created as per paragraph 3 above may not, unless otherwise decided by the General Partner, request the redemption of their shares.

Whenever the Fund offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be determined in compliance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. If subscribed shares are not paid for, the Fund may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim their issue fees, commissions and any difference.

The General Partner may delegate to any director, manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them, even in circumstances where payment corresponding to the subscription amount has not been received on or before the subscription cut-off day specified in the Offering Memorandum.

All new shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The Fund may reject any subscription in whole or in part, and the General Partner may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class.

The Fund may, if a prospective shareholder requests and the General Partner so agrees, satisfy any application for subscription of shares which is proposed to be made by way of contribution in kind. The nature and type of assets to be accepted in any such case shall be determined by the General Partner and must correspond to the investment policy and restrictions of the Fund or the Sub-Fund being invested in. A valuation report relating to the contributed assets must be delivered to the General Partner by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”). Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities may be borne by the relevant shareholders or the Fund, as specified in the Offering Memorandum.

Art. 11. Redemption. The General Partner shall determine whether shareholders of any particular class of shares or any Sub-Fund may request the redemption of all or part of their shares by the Fund or not, and reflect the terms and procedures applicable in the Offering Memorandum and within the limits provided by law and these articles of incorporation (the “Articles”).

The Redemption Price, as defined hereinafter, shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum in accordance with such policy as the General Partner may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Fund.

Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Fund in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Fund for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum. The relevant Redemption Price may be rounded up or down as the General Partner shall determine and as specified in the Offering Memorandum.

If, as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Fund may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder’s holding of shares in such class.

Furthermore, as specified in the Offering Memorandum, if, with respect to any given Valuation Day (as defined in article 15 hereof), redemption requests pursuant to this article and conversion requests within another similar fund (as defined in the Offering Memorandum) pursuant to article 13 hereof exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of shares in issue in a specific Sub-Fund or class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Fund. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Fund may redeem shares whenever the General Partner considers redemption to be in the best interests of the Fund or a Sub-Fund.

In addition, the shares may be redeemed compulsorily in accordance with article 14 “Limitation on the ownership of shares” herein.

The Fund shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy in specie the payment of the Redemption Price to any shareholder who agrees by allocating to the shareholder investments from the portfolio of assets of the Fund or the relevant Sub-Fund(s) equal to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the Fund or the relevant Sub Fund(s) and the valuation used shall be confirmed by a special report of a Luxembourg independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”). Except as may be agreed otherwise by the fund Manager, the costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

Shares redeemed by the Fund shall be cancelled in the books of the Fund.

Art. 12. Transfer of Shares. When a shareholder has outstanding obligations vis-à-vis the Fund, by virtue of its subscription agreement or otherwise, ordinary shares held by such a shareholder may only be transferred, pledged or assigned with the written consent from the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld. In such event, any

transfer or assignment of ordinary shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller or otherwise.

Art. 13. Conversion. Unless otherwise stated in the Offering Memorandum, shareholders are entitled to require the conversion of whole or part of their shares of any class of a Sub-Fund into (i) shares of the same class of another Sub-Fund or (ii) shares of a different class but of a same currency of the same or another Sub-Fund or (iii) shares of a same currency of a similar fund as further described in the Offering Memorandum. When authorised, such conversions shall be subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the General Partner shall determine.

The conversion amount may be limited by the General Partner to a certain percentage of the shareholder's current holdings in the current class as determined by the General Partner in its sole discretion, and based on the last net asset value less shareholder's pending redemption orders in the current class. The conversion price shall be determined in accordance with the rules and guidelines fixed by the General Partner and reflected in the Offering Memorandum.

If, as a result of any request for conversion, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the General Partner, then the Fund may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class of shares.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 14. Limitations of the Ownership of Shares. The General Partner may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Fund by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Fund, if it may result, for example, in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Fund may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred or for any reasons as specified in the Offering Memorandum (such persons, firms, partnerships or corporate bodies, precluded from holding shares in the Fund, to be determined by the General Partner and herein referred to as "Prohibited Persons").

For such purposes, the General Partner may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registration or transfer would or may eventually result in the legal or beneficial ownership of said share by a Prohibited Person;

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares in the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by an affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; or

c) where it appears to the General Partner that any Prohibited Person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the General Partner evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the General Partner may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The General Partner shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the holders of shares subject to compulsory repurchase; the Redemption Notice shall be sent not less than two business days' notice expiring on any relevant Valuation Day and shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the Redemption Price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his address as indicated in the register of shareholders. The said shareholder may continue to request redemption of their shares free of charge prior to the effective date for the compulsory redemption.

Immediately after the close of business on the settlement date in respect of the relevant Valuation Day (as defined in article 15 hereof) specified in the Redemption Notice for the compulsory redemption, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the Redemption Notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Fund. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the General Partner the share certificate, if issued, representing shares specified in the Redemption Notice.

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be purchased (hereinafter referred to as the "Redemption Price") shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class in respect of the Valuation Day specified by the General Partner in the Redemption Notice, all as determined in accordance with article 12 hereof, less any service charge provided therein.

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the Redemption Price will be made to the former owner of such shares in the currency in which the shares are denominated or in the currency fixed by the General Partner for the payment of the Redemption Price of the shares of the relevant class, and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such former owner upon final determination of the Redemption Price following surrender of the share certificate, if issued and unmatured dividend coupons attached thereto, representing the shares specified in such Redemption Notice. Upon deposit of such Redemption Price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such

shares or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the former owner thereof to receive the Redemption Price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid. Any funds receivable by a former owner under this paragraph, but not collected within a period of six months from the date specified in the purchase notice, shall be deposited with the “Caisse de Consignation”. The General Partner shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Fund.

4) The exercise by the General Partner of the powers conferred by this article 14 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

The General Partner may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund.

Prohibited Person includes any non well-informed investor within the meaning of article 2 of the SIF Law.

A well-informed investor, as defined by article 2 of the SIF Law shall include: (i) an institutional investor as defined from time to time by Luxembourg supervisory authority, (ii) a professional investor as defined by Directive 2004/39/EC of the European Parliament and of the Council of 21 April 2004 on markets in financial instruments, as amended from time to time, or (iii) any other investor who meets the following conditions:

- a) he has confirmed in writing that he adheres to the status of well-informed investor, and
- b) (i) he invests a minimum of one hundred and twenty five thousand euros (EUR 125,000) in the Fund, or (ii) he has been the subject of an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

The General Partner may also restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Fund by any “U.S. Person”. A U.S. Person means (A) a United States Person within the meaning of Regulation S under the Securities Act of 1933 of the United States of America; (B) any person not included in the definition of “Non-United States Person” within the meaning of Section 4.7 (a) (1) (iv) of the rules of the U.S. Commodity Futures Trading Commission; and (C) any United States Person within the meaning of the Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA).

Art. 15. Net Asset Value. The net asset value of the shares in every Sub-Fund, class, type or sub-type of share of the Fund, shall be determined at least once a year and expressed in the currency(ies) decided upon by the General Partner. The General Partner shall decide the days by reference to which the assets of the Fund or Sub-Funds shall be valued (each a “Valuation Day”) and the appropriate manner to communicate the net asset value per share, in accordance with the legislation in force.

I. The assets of the Fund shall include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;
- all securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Sub-Fund;
- all dividends and distributions payable to the relevant Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Fund may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);
- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the relevant Sub-Fund, unless this interest is included in the principal amount of such securities;
- the preliminary expenses of the Fund or of the relevant Sub-Fund, to the extent that such expenses have not already been written-off;
- the other fixed assets of the Fund or of the relevant Sub-Fund, including office buildings, equipment and fixtures; and
- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

II. The Fund's liabilities shall include:

- all borrowings, bills, promissory notes and accounts payable;
- all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Fund regarding each Sub-Fund but not yet paid;
- a provision for any tax accrued to the Valuation Day and any other provisions authorised or approved by the General Partner; and
- all other liabilities of the Fund of any kind with respect to each Sub-Fund, except liabilities represented by shares in the Fund. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund including, but not limited to: formation expenses; expenses in connection with, and fees payable to, its investment manager (s), adviser(s), accountants, custodian and correspondents, registrar, transfer agents, paying agents, brokers, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors; administration, domiciliary, services, promotion, printing,

reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of Offering Memorandum, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses; the cost of buying and selling assets (transaction costs); interest and bank charges, as well as taxes and other governmental charges.

The Fund may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The value of the assets of the Fund shall be determined as follows:

(i) The value of any security, financial instrument or contract negotiated or listed on any exchange will be determined on the basis of the closing price, or as the case may be, the mid price on the relevant Valuation Day.

(ii) The value of any security, financial instrument or contract negotiated on any organized market will be based on the closing price available, or as the case may be, the mid price on the relevant Valuation Day.

(iii) The value of shares or units of collective investments schemes will be based on the last-price available from the undertakings for collective investments concerned or any other authorized source on the relevant Valuation Day.

(iv) Where on any Valuation Day, the Sub-Fund is exposed to securities, financial instruments or contracts which are not negotiated or listed on an exchange market or organized market, or where (a) the price determined in compliance with sub-paragraphs (i) to (iii) above for any security, financial instrument or contract is, in the opinion of the General Partner, or any duly appointed delegate not representative of the fair value of the said security, financial instrument or contract or (b) the price of such security, financial instrument or contract is not available, such securities, financial instruments or contracts will be valued on the basis of the probable liquidation price which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner or any duly appointed delegate.

(v) All other securities, financial instruments or contracts shall be valued at their fair market value based on their foreseeable realization value.

The General Partner, at its discretion, may authorise the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Fund to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by any duly appointed delegate of the General Partner.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with the valuation/accounting principles specified in the Offering Memorandum.

For each Sub-Fund and for each class of shares, the net asset value per share shall be calculated in the relevant reference currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Sub-Fund or class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Sub-Fund or class) by the number of shares issued and in circulation in such Sub-Fund or class; assets and liabilities expressed in foreign currencies shall be converted into the relevant reference currency, based on the relevant exchange rates.

The Fund's net assets shall be equal to the sum of the net assets of all its Sub-Funds.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the net asset value taken by the General Partner or by any bank, company or other organisation which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

Art. 16. Allocation of Assets and Liabilities among the Sub-Funds. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the General Partner shall establish a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

- the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Fund to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

- where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Fund to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value is applied to the relevant portfolio;

- where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

- in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is as a rule allocated to all the Sub-Funds pro rata to their net asset values; notwithstanding the foregoing, if and when specific circumstances so justify, such asset or liability may be allocated to all Sub-Funds in equal parts;

- upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends;

- if there have been created within a Sub-Fund, classes of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such classes of shares.

Towards third parties, the assets of a given Sub-Fund will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Sub-Fund. In relations between shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 17. Suspension of Calculation of the Net Asset Value. The General Partner may suspend the determination of the net asset value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of shares, for one or more Sub-Funds, in the following cases:

(i) during any period when any of the principal stock exchanges or organized markets on which a substantial portion of the Fund's investments attributable to a Sub-Fund from time to time is negotiated or listed, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of a class of shares or of the Sub-Fund is denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the Fund's investments attributable to such Sub-Fund are quoted thereon;

(ii) during the existence of any state of affairs beyond the control, liability and influence of the Fund which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by any Sub-Fund would be impracticable under normal conditions or such disposal would be detrimental to the interests of the shareholders;

(iii) during any breakdown in the means of communication network normally employed in determining the price or value of any of the relevant Sub-Fund investments or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

(iv) during any period when the Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such class of shares or Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange;

(v) during any period when for any other reason the prices of any investments owned by the Fund attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

(vi) during any period when the General Partner so decides, provided all shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) upon the publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders of the Fund or a Sub-Fund for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Fund, a Sub-Fund or a class and (ii) when the General Partner is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a Sub-Fund;

(vii) when any of the target funds (including Sub-Funds of the Fund in which the Sub-Fund invests substantially its assets) suspends the calculation of its net asset value or the issue, redemption, conversion of its shares / units;

(viii) The General Partner may suspend the issue, conversion and redemption of shares of any class within a Sub-Fund forthwith upon occurrence of an event causing it to enter into liquidation or upon the order of the Luxembourg regulatory authority.

Under exceptional circumstances, which may adversely affect the rights of shareholders or in the case that significant requests for subscription, redemption or conversion are received, the General Partner reserves the right to set the value of shares in one or more Sub-Funds only after having sold the necessary securities, as soon as possible, on behalf of the Sub-Fund(s) concerned. In this case, subscriptions, redemptions and conversions applications that are simultaneously in the process of execution shall be dealt with on the basis of a single net asset value in order to ensure that all shareholders having presented requests for subscription, redemption or conversion are treated equally.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption or conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund.

The suspension of the net asset value calculation may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed one month.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Fund receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Fund.

Any request for subscription, redemption or conversion shall be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value.

Chapter IV - Administration and management of the fund

Art. 18. General Partner. The Fund shall be managed by "Lyxor MAP 1 S.à r.l." in its capacity as General Partner, a company incorporated under the laws of Luxembourg, or its successor.

The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund.

In the event of legal incapacity, liquidation, dissolution, insolvency, revocation, dismissal, resignation or any other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Fund, Lyxor Alternative S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg shall act as General Partner until the next extraordinary general meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment of Lyxor Alternative S.à r.l. as General Partner.

Art. 19. Powers of the General Partner. The General Partner, applying the principle of risk spreading, shall determine the investment policies and strategies of the Fund and of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, as set forth in the Offering Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Fund is authorized to employ techniques and instruments to the full extent permitted by law for the purpose of efficient portfolio management.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Fund's purpose.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the General Partner.

The General Partner may appoint investment advisers and managers, as well as any other management or administrative agents. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Fund. In particular the General Partner may entrust specific functions to an alternative investment fund manager.

Art. 20. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by (i) the sole signature of the General Partner, or (ii) by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholders shall represent the Fund.

Art. 20bis. Removal of the General Partner. The General Partner may be removed by a resolution of the general meeting of shareholders adopted as follows:

- the quorum will be at least fifty per cent (50%) of the ordinary shares being present or represented;
- the resolution must then be passed with two-thirds (2/3) of the votes of the shareholders present or represented.

For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required to validly decide on its removal.

Upon the removal of the General Partner, a new general partner chosen among a list of general partners available at the registered office of the Fund, will be appointed by decision of the same general meeting of shareholders pursuant to the same quorum and majority requirements as above-mentioned.

Furthermore, in the event of a change of the General Partner, the General Partner shall transfer its general partner shares and all of its ordinary shares (if any) of any class in any Sub-Fund to the new general partner of the Fund. The purchase price for the transfer of the general partner shares and the ordinary shares shall be determined between the General Partner or the relevant administrator and the new general partner of the Fund (for the purpose of this paragraph, the "Parties") or, if the Parties fail to agree on such purchase price, it shall be fixed by a third party expert (such as the auditor).

The general meeting of shareholders of the Fund shall meet upon call by the General Partner or upon the request of shareholders representing a minimum of ten percent (10%) of the capital of the Fund.

Art. 21. Liability. The General Partner duly appointed is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Fund.

Art. 22. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the directors and/or managers and/or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any director, manager or officer of the General Partner who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any manager or officer of the General Partner may have in any transaction of the Fund an opposite interest to the interests of the Fund, such manager or officer shall make known to the General Partner such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its discretion.

The foregoing provisions are not applicable where decisions of the board of managers of the General Partner relate to day-to-day transactions that are entered into on an arm's length basis.

Art. 23. Indemnification. The Fund may indemnify or be required to indemnify any manager, employee or officer of the General Partner and any delegate of the Fund and their heirs, executors and administrators or respective affiliates, against losses, claims, damages and liabilities, costs and expenses incurred by or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a manager, or officer or employee, of the General Partner or delegate of the Fund, or, at their request, of any other company of which

the Fund is a shareholder or a creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which they may be entitled.

Art. 24. Equal treatment of the Shareholders. Subject to the respect of the principle of equal treatment of the shareholders, the General Partner or any duly appointed delegate may enter into arrangements with certain shareholders that have the effect of altering or supplementing the terms of such shareholder's investments in the Fund, including without limitation arrangements with respect to access to specific information and waivers or reductions of the subscription or redemption charges.

Chapter V - General meetings

Art. 25. General meetings of the Fund. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Fund. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Fund's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 2 p.m. (Luxembourg time) on the third Wednesday of June. If this day is not a banking day in Luxembourg, the annual general meeting of shareholders shall be held on the next banking day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place within the Grand Duchy of Luxembourg other than those set forth in the preceding paragraph. Such date, time or place within the Grand Duchy of Luxembourg shall be decided by the General Partner.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner (or in some circumstances, by the relevant administrator) pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address recorded in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner or the relevant administrator may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right. If, however, the sum of the fractional shares so held by the same shareholder represents one or more entire share(s), such shareholder has the correspondent voting right.

Shareholders may take part in meetings by designating in writing or by facsimile, telegram or telex, other persons to act as their proxy.

Any shareholder may also vote at meetings of shareholders by correspondence, provided that the voting form, duly signed by the shareholder, is received by the Fund within the time-limit set in the convening notice and no later than the day before the date on which the meeting of the shareholders concerned by the vote is due to be held. This form must mention unequivocally how the shareholder is voting or whether he/she/it is abstaining, failing which it shall be declared void. Shareholders who have voted by correspondence shall be counted in the calculation of the quorum of the meeting concerned.

Shareholders shall be convened upon call by the General Partner or the relevant administrator by a convening notice stating the agenda, time and place of the meeting, to be sent by mail at least eight days prior to the date set for the meeting to all registered shareholders at their address recorded in the register of shareholders.

The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the General Partner or the relevant administrator except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the General Partner or the relevant administrator may prepare a supplementary agenda.

If no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

Shareholders representing at least one tenth of the share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Fund. As far as required by law, the notice shall be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the General Partner or the relevant administrator may decide.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of the validly cast votes.

Any resolution of a meeting of shareholders to the effect of amending these Articles must be passed with (i) a presence quorum of fifty percent (50%) of the shares issued by the Fund at the first call and, if not achieved, with no quorum

requirement for the second call and, (ii) the approval of a majority of at least two-thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders present or represented at the meeting.

Art. 26. General meetings in Sub-Fund(s) or in Class(es) of Shares. The holders of the shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of article 25 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings. Each share is entitled to one vote. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a manager of the General Partner.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a class of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 27. Termination and amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the net value of the assets of any class of shares or Sub-Fund has decreased to an amount determined by the General Partner from time to time to be the minimum level for such class of shares or Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the class of shares or Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of the class of shares or Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide (i) to compulsorily redeem all the shares of the relevant class or classes issued in the relevant Sub-Fund at the Net Asset Value per Share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect or (ii) to offer to the shareholders of the relevant class or classes issued in the relevant Sub-Fund the conversion of their shares into shares of another class or Sub-Fund.

The Fund shall also serve a notice to the registered shareholders of the relevant class or classes prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the compulsory redemption operations. The decision of the General Partner will be published (either in newspapers to be determined by the General Partner or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the register of shareholders) prior to the effective date of the compulsory redemption. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the shareholders of any one or all classes of shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such shareholders, upon proposal from the General Partner, redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled in the books of the Fund.

The General Partner may decide to allocate the assets of any class or Sub-Fund to those of another existing class or Sub-Fund within the Fund or to another UCI (the "New class/Sub-Fund") and to redesignate the shares of such class or Sub-Fund as shares of the New class/Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described above (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New class/Sub-Fund), one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period.

At the expiry of this period, the decision related to the contribution binds all the shareholders who have not exercised such right, provided that when the UCI benefiting from such contribution is of the contractual type (fonds commun de placement), the decision only binds the shareholders who agreed to the contribution.

The General Partner may also, under the same circumstances as provided above, decide to allocate the assets of, and liabilities attributable to any Sub-Fund to a foreign UCI. A Sub-Fund may exclusively be contributed to a foreign UCI upon approval of all the shareholders of the classes issued in the Sub-Fund concerned or under the condition that only the assets of the consenting shareholders be contributed to the foreign UCI.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Fund may be decided upon by a general meeting of the shareholders issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such a merger by resolution taken by a simple majority of validly cast votes.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI or to another sub-fund within such other UCI shall require a resolution of the shareholders of such Sub-Fund taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the validly cast votes, except when such a contribution is to be

implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign-based UCI, in which case such resolutions shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such contribution.

In the context of the termination or the merger of Sub-Funds, the preceding paragraphs are only applicable provided that the Fund is composed of several Sub-Funds.

In the event that the General Partner determine that it is required for the interests of the shareholders of the relevant Sub-Fund or that a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned has occurred which would justify it, the reorganisation of one Sub-Fund, by means of a division into two or more Sub-Funds, may be decided by the General Partner. Such decision will be published in the same manner as described above and, in addition, the publication will contain information in relation to the two or more new Sub-Funds. Such publication will be made within one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares free of charge before the operation involving division into two or more Sub-Funds becomes effective.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 28. Financial Year. The Fund's accounting year commences on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year.

The Fund shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

The financial information of the Fund shall be prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS), provided that the General Partner may decide to use different accounting methods.

Art. 29. Distributions. The General Partner, within the limits provided by law and these Articles, determines how the results of the Fund and its Sub-Funds shall be disposed of, and may from time to time declare distributions of dividends in compliance with the Offering Memorandum.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any dividend distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued by the Fund or by the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Chapter VII - Auditor

Art. 30. Independent Auditor. The Fund shall have the accounting data contained in the annual report inspected by a Luxembourg independent auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed by the general meeting of shareholders which shall fix his remuneration, and remunerated by the Fund. The auditor shall fulfil all duties prescribed by SIF Law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 31. Depositary. The Fund will appoint a depositary bank which meets the requirements of the SIF Law and the 2013 Law.

The depositary bank shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the applicable laws and regulations.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments be held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements under the 2013 Law, the Fund or the appointed alternative investment fund manager shall be expressly authorized to discharge in writing the depositary bank from its liability with respect to the custody of such financial instruments to the extent it has been instructed by the Fund or the alternative investment fund manager to delegate the custody of such financial instruments to such local entity, and provided that the conditions of article 19 (14) of the 2013 Law are met.

If the depositary bank desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor depositary bank within two months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the depositary bank but shall not remove the depositary bank unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter IX - Winding-up - Liquidation

Art. 32. Winding-up - Liquidation. The Fund may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum capital provided for by the SIF Law, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of shareholders by the General Partner. The general meeting of shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum capital provided for by the SIF Law; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth (1/4) of the votes of the shares represented at the meeting.

The general meeting of shareholders must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

The issue of new shares by the Fund shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Fund shall be proposed.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Fund, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignation, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders for the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the State of Luxembourg.

The General Partner may also decide to wind up the Fund under circumstances further described in the Offering Memorandum.

Chapter IX - General provisions

Art. 33. Expenses borne by the Fund. The Fund shall bear, without limitation, its initial incorporation costs, including the costs of drawing up and printing the prospectus, notary public fees, management fees, the filing costs with administrative and stock exchange authorities, the costs of printing the certificates and any other costs pertaining to the establishment and launching of the Sub-Funds of the Fund.

The Fund bears all its running costs as foreseen in article 15 hereof.

Art. 34. Applicable Law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the Company Law, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the SIF Law.

Subscription and payment

The capital has been subscribed as follows:

Name of subscribers	Number of subscribed shares	Value
1.- Lyxor MAP 1 S.à r.l.	10 (ten) general partner shares	EUR 1,000.-
	10 (ten) ordinary shares	EUR 1,000.-
2.- Lyxor Asset Management S.A.S.	290 (two hundred ninety) ordinary shares	EUR 29,000.-

Upon incorporation, the general partner shares and all ordinary shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned Notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Fund and shall end on December 31, 2015.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2016.

Expenses

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Fund as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Statements

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Fund, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

First resolution

The registered office of the Fund shall be at (Centre opérationnel) 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The independent auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) for the Fund shall be Ernst & Young S.A., a société anonyme, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d’Activité Syrdall 2, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Fund as of 31 December 2015.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing person, known to the Notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: F. DENYS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 13 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14931. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 18 mai 2015.

Référence de publication: 2015073756/755.

(150084064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Hines Investment Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d’Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 196.930.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of May,
before us Notary Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Hines Investment Management Services France LLC, a limited liability company incorporated under the laws of Delaware, having its registered office at Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, registered with the register of Delaware under number SRV 150631766 - 5743061;

here represented by Ms. Maria Teresa Fulci-de Rosée, employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on May 12, 2015.

This proxy, signed ne varietur, by the proxyholder of the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which is herewith established as follows:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Formation. There is established by the sole shareholder a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”), by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company is initially composed of one shareholder which owns 100% of the shares. The Company may however, at any point in time, be owned by several shareholders but not exceeding forty (40) shareholders; notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares. All shareholders must not be individuals.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name of “Hines Investment Services S.à r.l.”

Art. 3. Registered Office. The Company will have its registered office situated in the City of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Managers.

Branches and other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Managers.

In the event that the Managers believe extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent or that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or impede communica-

tions with such office or between such office and persons abroad, they may temporarily transfer the registered office, until the point in time that these abnormal circumstances have ended. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by Managers of the Company.

Art. 4. Object. The Company's purpose is the creation, development and holding of entities providing investment services to entities located in the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign countries whether such entities exist or are to be created.

The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company, or of any director or any other officer or agent of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by the decision of the sole shareholder. If there is more than one shareholder, the Company may be dissolved at any time, pursuant to a shareholder resolution taken at a general meeting, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Chapter II - Capital, Shares

Art. 6. Issued Capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into one hundred twenty-five (125) ordinary shares with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each, all of which are fully paid up.

In addition to the capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its nominal value (including any payment made on warrants attached to any shares, bonds, notes or similar instruments) is transferred.

The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares, which the Company may redeem from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. Rights and Duties attached to the Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at each shareholder general meeting.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation and of any decision made by a single shareholder or by a group of shareholders in general meetings of shareholders.

Art. 8. Indivisibility of Shares. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented by a common attorney-in-fact, whether or not jointly appointed.

Art. 9. Transfer of shares. Where the Company is composed of a sole shareholder, that sole shareholder may freely transfer the shares owned.

Where the Company is composed of more than one shareholder, (i) the shares may be transferred freely amongst existing shareholders and (ii) the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of a general meeting of shareholders. Those providing authorisation must hold collectively at least 75 per cent of the issued capital of the Company.

The transfer of the shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares in accordance with the provisions of the Law.

Art. 10. Variation of the Issued capital. The issued capital of the Company may at any time be increased or decreased, by a resolution of the sole shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of shareholders, as the case may be, voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 11. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the sole shareholder or any of the shareholders will not cause the Company to go into liquidation.

Chapter III - Managers

Art. 12. Managers. The Company will be managed and administered by at least three managers whether shareholders or not ("Manager" or together the "Managers") and form a board of Managers ("Board of Managers").

Each Manager is appointed for a limited or unlimited duration by the sole shareholder or the general meeting of shareholders and will hold office until their successors are elected.

Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Each manager or, if applicable, the Board of Managers shall take any action necessary or useful to realize the corporate object of the Company. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles of Incorporation to the sole shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Manager(s) or, if applicable, the Board of Managers.

The shareholder(s) may decide to remove a Manager, with or without cause.

Each Manager may resign at any time. The shareholder(s) decide upon the compensation of each Manager, if any.

The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a Manager, as well as its resignation or removal for any cause, will not put the Company into liquidation.

The Manager(s) may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Manager(s). Officers need not be a manager or Shareholder of the Company. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the Manager(s).

Art. 13. Powers of the Managers, Minutes of the meetings of the board of Managers. The Board of Managers shall appoint, from among its members, a chairman (the "Chairman"). The Board of Managers shall choose a secretary (the "Secretary"), who need not be a Manager.

The Board of Managers will meet at least once per calendar year and as such additional times as necessary and upon call of the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened by the Chairman if the Board of Managers so requires.

The Chairman shall preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager as Chairman pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting. In the absence of the Secretary (if any) or if no Secretary has been appointed by the Board of Managers, the Chairman of the meeting may appoint any person as secretary pro tempore.

Every Board of Managers meeting shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg or in exceptional cases in such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Except in circumstances of urgency or with the prior consent of the Managers, notice of Board of Managers meetings shall be given to all Managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting in writing, by electronic mail, fax or by post. Any such notice shall specify the time and place as well as the agenda of the meeting of Board of Managers and the nature of the business to be transacted. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

The Board of Managers shall act validly only if a majority of Managers are present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by electronic mail, fax or by post, another Manager as his proxy. Managers may also cast their vote in writing, by electronic mail, fax or by post. Meetings of the Board of Managers may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by (all) the Manager(s), is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same consent and each of them signed by one or several Managers.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the Secretary (if any) of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of the minutes of the Board of Managers which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any), or by any Manager.

Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant manager may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 14. Delegation of Powers. The Manager(s) may also appoint officers of the Company considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Manager(s). Officers need not be a Manager or shareholder of the Company. The officers appointed shall have the powers' and duties entrusted to them by the Manager(s).

In no circumstance may an officer of the Company be appointed by the Manager(s) to represent the Company towards third parties per Article 15 unless duly authorized by the Managers according to the delegation of powers in Article 14.

Art. 15. Representation of the Company. The Company shall be bound towards third parties by the joint signature of any two Managers, or by the joint signatures or sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the Manager(s) or the Board of Managers, but only within the limits of such power.

Art. 16. Liability of a Manager. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. He is only liable for the performance of his mandate.

The Company shall indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a part to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that such person i) is or was a Manager or officer of the Company or a subsidiary or ii) is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a director, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise.

To the extent deemed advisable by the Managers, the Company may indemnify, to the fullest extent permitted by applicable law, any person who was or is a party or is threatened to be made a party to, or is involved in any manner in, any threatened, pending or completed action, suit or proceeding (whether civil, criminal, administrative or investigative) by reason of the fact that the person is or was an employee or agent (other than a director or officer) of the Company or a subsidiary.

The Company shall have the power to purchase and maintain insurance on behalf of any person who is or was a Manager, officer, employee or agent of the Company or a subsidiary, or is or was serving at the request of the Company or a subsidiary as a director, officer, partner, member, employee or agent of another corporation, partnership, joint venture, trust, committee or other enterprise, against any expense, liability or loss asserted against him and incurred by him in any such capacity, or arising out of his status as such, whether or not the Company or a subsidiary would have the power to indemnify him against such expense, liability or loss under the provisions of applicable law.

No repeal or amendment inconsistent with this Article 16, shall adversely affect any right or protection of any person granted pursuant to the law existing at the time of such repeal or amendment.

The right to indemnification conferred in this Article 16 also includes, to the fullest extent permitted by applicable law, the right to be paid the expenses (including attorney's fees) incurred in connection with any such proceeding in advance of its final disposition. The payment of any amounts to any director, officer, partner, member, employee or agent pursuant to this Article 16 shall subrogate the Company to any right such director, officer, partner, member, employee or agent may have against any other person or entity. The rights conferred in this Article 16 shall be contractual rights.

Chapter IV - Meeting of shareholders

Art. 17. General meeting of shareholders. In a case of a single shareholder, the sole shareholder shall exercise the powers granted by the Law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the Law are not applicable to that situation.

If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by written vote of the resolutions to be adopted which will be sent by the Managers to the shareholders by fax or electronic mail. In such case, the shareholders are under the obligation to cast their written vote and send it by fax or electronic mail to the Company within fifteen (15) days of receiving the written resolutions.

Where there is more than one shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon a notice by the Managers, the auditors or, shareholders representing half (50%) of the issued capital in compliance with the Law. The notice sent must specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be resolved upon.

Where all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by electronic mail, fax, or post as his proxy another person who need not be a shareholder.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Managers by the Law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place and date as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

Art. 20. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the Law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least seventy five per cent (75%) of the issued capital.

Except as otherwise required by the Law or by the Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least fifty per cent (50%) of the issued capital.

One vote is attached to each share.

Art. 21. Minutes of meetings of the shareholders. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present or their proxy holders or by the chairman, the secretary and the scrutineer of the meeting if such a bureau has been appointed.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Chapter V - Financial year, Allocation of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in every year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 23. Adoption of annual accounts. At the end of each Company's financial year the accounts will be closed and the Managers will compile an inventory of assets and liabilities and prepare a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law.

The balance sheet and the profit and loss account will be submitted to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder may request a copy or obtain directly these financial documents from the registered office of the Company.

Art. 24. Allocation of Profits. Five per cent (5%) of the annual net profit of the Company shall be allocated to a reserve required by Law. This allocation will no longer be required after which such reserve has reached and maintains a balance equal to or greater than ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

The shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. Decisions could include i) the allocation of whole or part of the remainder to a reserve or to a provisional reserve, ii) to carry the profits forward to the next financial year or iii) to distribute the profit to the shareholders as a dividend distribution in compliance with Article 6 above.

The Managers may make estimated dividend distributions to the shareholder(s) during the year after which the shareholder(s) will ratify at year end according to this Article 24. The Managers have the sole discretion to make such estimated dividend distributions including determining the amounts and the dates of such payments.

Art. 25. Interim dividends - Share premium. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

Chapter VI - Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution, liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the shareholder(s) unless otherwise provided by the Law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s). The shareholder(s) will determine the liquidators' powers and compensation.

After payment of all debts charges against the Company and the expenses related to the liquidation, any remaining net assets shall be distributed equally to each shareholder based on percentage ownership at the time of liquidation.

Chapter VII – Various

Art. 27. Independent auditor. The management of the Company may be, and shall be in the cases provided by Law, subject to an audit by a third-party independent auditor (réviseur d'entreprises agréé).

The independent auditor, if any, will be elected by the shareholder(s).

Art. 28. Matters not provided. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the applicable Law.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on December 31, 2015.

Subscription and Payment

All one hundred twenty five (125) ordinary shares have been subscribed by Hines Investment Management Services France LLC, above named, and are fully paid up in cash. Thus twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is available to the Company and is detailed below:

Shareholder	Subscribed capital	Number of shares	Amount paid in
Hines Investment Management Services France LLC, above named	EUR 12,500	125 ordinary shares	EUR 12,500
Total	EUR 12,500	125 ordinary shares	EUR 12,500

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the 1915 Law have been observed.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,500.-

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party in its capacity as sole Shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1. Resolved to set the minimum number of managers at three and further resolved to elect the following in their respective capacity as a Manager of the Company for an unlimited period of time:

- Mr. Kenneth MacRae, born on 30 May 1962 in Richmond, UK, professionally residing at 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

- Mr. Jean-Baptiste Willot, born on 1 February 1972 in Lille, France, professionally residing at 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

- Ms. Sophie Bourguignon, born on 11 March 1983 in Bordeaux, France, professionally residing at 205 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

2. The registered office shall be at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The undersigned notary, who speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English and followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between the English text and the French texts, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by surname, first name, civil status and residence, has been signed by said person and the officiating notary in original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treize mai.

Par devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Hines Investment Management Services France LLC, une limited liability company constituée selon les lois du Delaware, Etats-Unis, ayant son siège social au Corporation Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Etats-Unis, inscrite auprès du registre de l'Etat de Delaware sous le numéro SRV 150631766 - 5743061,

ici représentée par Madame Maria Teresa Fulci-de Rosée, employée privée, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 12 mai 2015.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer par les présentes:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme sociale, Définitions. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. La Société peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession ou transmission de parts sociales ou de création de parts sociales nouvelles. Les associés ne peuvent pas être des personnes physiques.

Art. 2. Dénomination. La Société adopte la dénomination «Hines Investment Services S.à r.l.».

Art. 3. Siège social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu de la ville de Luxembourg en vertu d'une décision des Gérants.

Des succursales et autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision des Gérants.

Au cas où les Gérants estimeraient que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, ils pourront transférer temporairement le siège social jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants de la Société.

Art. 4. Objet. La Société a pour objet la création, le développement et la détention de sociétés fournissant des services d'investissement à d'autres entités au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer.

La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou de tout directeur ou autre titulaire ou agent de la Société, ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et
- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature;
- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger; et
- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique. S'il y a plus d'un associé, la Société peut être dissoute à tout moment par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 6. Capital social émis. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune et chaque part sociale étant entièrement libérée.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale (y compris tout paiement effectué sur des warrants attachés aux parts sociales, obligations, billets ou instruments similaires) seront transférées.

L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Droits et obligations attachés aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part sociale emporte adhésion implicite aux Statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique, détenant la totalité du capital libéré, ou des associés lors d'assemblées générales des associés.

Art. 8. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis des parts sociales doivent être représentés par un mandataire commun nommé conjointement ou non.

Art. 9. Cession des parts sociales. Lorsque la Société comporte un associé unique, l'associé unique peut librement céder les parts sociales dont il est propriétaire.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, (i) les parts sociales sont librement cessibles entre associés existants et (ii) les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés, donné en assemblée générale. Les associés donnant l'agrément doivent au moins détenir ensemble 75% du capital social émis de la Société.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 10. Augmentation et réduction du capital social. Le capital social émis peut être augmenté ou réduit à tout moment, par une résolution de l'associé unique ou par une résolution de l'assemblée générale des associés, le cas échéant, aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi pour toute modification des Statuts.

Art. 11. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Chapitre III. - Gérants

Art. 12. Gérants. La Société sera gérée et administrée par au moins 3 gérants, associés ou non (ci-après dénommé le «Gérant» ou ensemble dénommés les «Gérants») qui formeront le conseil de gérance («Conseil de Gérance»).

Chaque Gérant est nommé pour une durée limitée ou illimitée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, le cas échéant et ils resteront en fonction jusqu'à ce que son (leurs) successeur(s) est (sont) élu(s).

Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu.

Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Le ou les Gérant(s) ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance a (ont) le pouvoir le plus étendu pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles en vue de la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par la Loi ou par les Statuts à l'associé unique ou aux associés sont de la compétence du ou des Gérant(s) ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Chaque Gérant pourra être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les Actionnaires. Chaque Gérant pourra aussi démissionner à tout moment. Les associés pourront aussi décider une compensation pour chaque Gérant.

La mort, l'incapacité, la faillite, la déconfiture, ou tout autre événement similaire affectant un Gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Les Gérants pourront également nommer des fondés de pouvoir de la Société nécessaires pour les besoins de la gestion de la Société. Les Gérants pourront décider de révoquer à tout moment lesdits fondés de pouvoir. Le fondé de pouvoir n'aura pas besoin d'être un Gérant ou un associé de la Société. Les fondés de pouvoir nommés se verront confier leurs pouvoirs et devoirs par les Gérants.

Art. 13. Pouvoirs des Gérants, Procès-verbal des Assemblées des Gérants. Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le «Président»). Le Conseil de Gérance pourra choisir un secrétaire (le «Secrétaire») qui n'a pas besoin d'être un Gérant.

Le Conseil de Gérance se réunira au moins une fois par année calendaire et autant de fois supplémentaires que nécessaire sur convocation du Président.

Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée par le Président si le Conseil de Gérance le demande.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera à la majorité des Gérants présents ou représentés un autre président pro tempore. En l'absence du Secrétaire (s'il y en a un) ou si aucun Secrétaire n'a été nommé par le Conseil de Gérance, le Président de la réunion pourra désigner toute personne comme secrétaire pro tempore.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra au Grand-Duché de Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance déterminera de temps à autre.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable des Gérants, une convocation écrite sera envoyée pour toute réunion du Conseil d'Administration à tous les Gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la tenue de la réunion, par écrit, par courrier électronique, par télécopieur ou par courrier. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure et l'ordre du jour de la réunion du Conseil de Gérance et précisera la nature des opérations devant être discutées. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si une majorité des Gérants sont présents ou représentés à une réunion de celui-ci. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés.

Le Président du Conseil de Gérance dispose d'une voix prépondérante.

Tout Gérant pourra se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, courrier électronique, par télécopieur ou par courrier un autre Gérant comme son mandataire. Les Gérants peuvent également voter par écrit, courrier électronique, par télécopieur ou par courrier.

Les réunions du Conseil de Gérance peuvent être tenues au moyen de conférences téléphoniques ou visioconférences ou tous autres moyens de communication similaires. Une telle participation sera reconnue équivalente à la présence physique des Gérants à une telle réunion du Conseil de Gérance.

En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par le ou les Gérants.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a un). Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a un) ou par tout Gérant.

Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Ce gérant ne peut ni participer aux discussions concernant la transaction en cause, ni au vote s'y rapportant. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le ou les Gérants pourra (pourront) nommer des fondés de pouvoirs de la Société jugés nécessaires pour la conduite des affaires et la gestion de la Société. Pareilles nominations pourront être révoquées à tout moment par le ou les Gérants. Les fondés de pouvoirs ne doivent pas être Gérant ou associé de la Société. Les fondés de pouvoirs auront les pouvoirs et obligations qui leur seront conférés par le ou les Gérants.

En aucune circonstance, un fondé de pouvoir de la société ne peut être nommé par les Gérants afin de représenter la Société envers une tierce partie conformément à l'Article 15, à moins d'être dûment autorisé par les gérants en vertu de la délégation de pouvoirs prévue à l'Article 14.

Art. 15. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature individuelle de toute personne à laquelle un tel pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 16. Responsabilité d'un Gérant. Un Gérant ne contracte, du fait de ses fonctions, aucune obligation personnelle du fait des engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

La Société dédommagera, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure (en matière civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne (i) a été ou est Gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou d'une filiale ou (ii) rend ou a rendu service à la

demande de la Société ou d'une filiale en tant qu'administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint-venture, trust, comité ou toute autre entreprise.

Dans la mesure où les Gérants l'estiment recommandé, la Société peut indemniser, dans toute la mesure du possible en vertu des dispositions légales en vigueur, toute personne qui a été partie, ou est partie, ou est menacée d'être partie à, ou est impliquée de quelque manière que ce soit dans toute action, procès ou procédure menaçant d'être entamé, en cours d'instance ou jugé (de nature civile, pénale, administrative ou à l'occasion d'une procédure d'instruction) du fait que cette personne a été ou est un employé ou un agent (autre qu'administrateur ou fondé de pouvoir) de la Société ou d'une filiale.

La Société aura le pouvoir de souscrire et de maintenir une police d'assurance pour le compte de cette personne qui a été ou est Gérant, fondé de pouvoir, employé ou agent de la Société ou d'une filiale, ou qui a rendu ou rend des services à la demande de la Société ou d'une filiale comme administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent d'une autre société, partenariat, joint-venture, trust, comité ou toute autre entreprise, du fait de toute dépense, responsabilité ou perte imposée à cette personne et encourue par elle en cette qualité ou en raison de son statut, que la Société ou les filiales aient ou non le pouvoir de l'indemniser du fait d'une telle dépense ou perte en vertu des dispositions légales applicables.

Toute abrogation ou modification incohérente avec cet article 16 n'entravera pas les droits ou la protection accordés à toute personne tels que légalement en vigueur au moment d'une telle abrogation ou modification.

Le droit à l'indemnisation conféré en vertu de cet article 16 comporte également, dans la mesure où cela est permis par les dispositions légales en vigueur, le droit d'être remboursé des dépenses (comprenant les honoraires d'avocat) encourues du fait de telles procédures avant même leur issue définitive.

Le paiement de tout montant au profit d'un administrateur, fondé de pouvoir, associé, membre, employé ou agent en vertu de cet article 16 subrogera la Société dans les droits que peuvent avoir de tels administrateurs, fondés de pouvoir, associés, membres, employés ou agents contre toute autre personne ou entité. Les droits conférés en vertu de cet article 16 seront des droits contractuels.

Chapitre IV. - Assemblées des associés

Art. 17. Assemblée générale des associés. Dans le cas d'associé unique, l'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la Loi ne sont pas applicables.

Si la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par les Gérants aux associés par fax ou par courrier électronique. Dans ce cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote par écrit et de l'envoyer par fax ou par courrier électronique à la Société, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Dans le cas, où il y a plus d'un associé, les associés peuvent se réunir en assemblées générales conformément aux conditions fixées par la Loi sur convocation des Gérants, du ou des commissaires aux comptes ou d'associés représentant la moitié (50%) du capital social émis. La convocation envoyée aux associés en conformité avec la Loi indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée et elle contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale ainsi qu'une indication des affaires qui y seront traitées.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par courrier électronique, par fax ou par courrier un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par les Gérants.

Art. 18. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Sous réserve de tout autre pouvoir réservé aux Gérants en vertu de la Loi ou des Statuts, elle a les pouvoirs les plus larges pour décider ou ratifier tout acte relatif aux opérations de la Société.

Art. 19. Assemblée générale annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tel autre endroit tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

Art. 20. Procédure, vote. Toute décision dont l'objet est de modifier les présents Statuts ou dont l'adoption est soumise en vertu des Statuts, ou selon le cas, en vertu de la Loi, aux règles de quorum et de majorité fixées pour la modification des Statuts sera prise par une majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social émis.

Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront prises par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social émis.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 21. Procès-verbaux des assemblées générales. Les procès-verbaux des assemblées générales des associés doivent être signés par les associés présents ou leurs mandataires ou par le Président, le Secrétaire et le Scrutateur de l'assemblée dans le cas d'une nomination de ces derniers.

Les résolutions adoptées par l'associé unique doivent être consignées par écrit et signées par l'associé unique.

Chapitre V. - Année sociale, Affectation des bénéfices

Art. 22. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année et finit le dernier jour de décembre de la même année.

Art. 23. Approbation des comptes annuels. A la fin de chaque année sociale de la Société, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent un inventaire des avoirs et des dettes et établit (établissent) les comptes annuels conformément à la Loi.

Le bilan et les comptes de pertes et profits sont soumis à l'agrément de l'associé unique ou, suivant le cas, de l'assemblée générale des associés.

Tout associé ainsi que son mandataire, peut demander une copie ou prendre au siège social connaissance de ces documents financiers.

Art. 24. Affectation des bénéfices. Sur le bénéfice net de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Il/elle peut décider

(i) de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, (ii) de le reporter à nouveau ou (iii) de le distribuer aux associés comme dividendes en conformité avec l'article 6 de ces Statuts.

Les Gérants peuvent procéder au paiement des dividendes intérimaires sous réserve de leur ratification par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés en fin d'année conformément à cet Article 24. Les Gérants peuvent, à leur seule discrétion, évaluer le montant de ces distributions ainsi que la date de paiement de ces versements.

Art. 25. Dividendes intérimaires - Prime d'émission. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

La prime d'émission, le cas échéant, est librement distribuable aux associés par une résolution des associés/de l'associé ou des gérants/du gérant, sous réserve de toute disposition légale concernant l'inaliénabilité du capital social et de la réserve légale.

Art. 26. Dissolution, liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation, l'actif net sera réparti équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Art. 27. Réviseur d'entreprises. La supervision des opérations de la Société pourra et devra dans les cas prévus par la loi, être confiée à un réviseur d'entreprises agréé.

Le réviseur d'entreprises (s'il y en a un) sera élu par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés.

Art. 28. Dispositions générales. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément aux dispositions légales en vigueur.

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le 31 décembre 2015.

Souscription et paiement

Toutes les cent vingt-cinq (125) parts sociales ordinaires ont été souscrites par Hines Investment Management Services France LLC, pré-qualifiée, et ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (EUR 12,500) est à la disposition de la Société comme ci-après énoncé:

Associés	Capital souscrit	Nombre de parts sociales	Montant libéré
Hines Investment Management Services France LLC, pré-qualifiée	EUR 12,500	125 parts sociales ordinaires	EUR 12,500
Total	EUR 12,500	125 parts sociales ordinaires	EUR 12,500

La preuve de ce paiement a été apportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi 1915 ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.500,-.

Résolutions de l'associée unique

La comparante, agissant en sa qualité de associée unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. L'associée unique décide de fixer à trois (3) le nombre minimum de Gérants et de nommer les personnes suivantes en leur qualité de Gérant de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Kenneth MacRae, né le 30 mai 1962 à Richmond, Royaume-Uni, dont la résidence professionnelle est située au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

- M. Jean-Baptiste Willot, né le 1 février 1972 à Lille, France, dont la résidence professionnelle est située au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg;

- Mlle Sophie Bourguignon, né le 11 mars 1983 à Bordeaux, France, dont la résidence professionnelle est située au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

2. Le siège social sera au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparant décrit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, même date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. T. FULCI-DE ROSEE, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 18 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/15255. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015075361/623.

(150086129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Sigma Group Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.718.675,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 124.222.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-first day of April.

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned (the "Notary"),

THERE APPEARED:

I CVC European Equity Partners III L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12399 ("CVC L.P.") currently holding three hundred twenty seven thousand two hundred and twelve (327,212) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws

of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

II CVC European Equity Partners III Parallel Fund A, a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12789 ("CVC Parallel Fund A") currently holding six thousand six hundred and sixty three (6,663) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

III CVC European Equity Partners III Parallel Fund B, a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12790 ("CVC Parallel Fund B") currently holding six thousand six hundred and sixty three (6,663) shares of the Company, represented by its General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office located at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031;

IV CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number CR-12788 ("CVC Europe Enterprise (Cayman)") currently holding sixteen thousand eight hundred and sixty two (16,862) shares of the Company, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623;

V CVC Europe Enterprise (Domestic) L.P., a limited partnership existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 2711, Centerville Road, USA - 19808 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 010243936-3394703 ("CVC Europe Enterprise (Domestic)") currently holding four thousand nine hundred and five (4,905) shares of the Company, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office located at Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623;

VI Citi Europe Co-Invest, L.P., a limited partnership existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 010247114-3395397 ("Citi"), currently holding four thousand one hundred and ninety-five (4,195) shares in the Company;

VII CCIEL LLC, a limited company incorporated and existing under the laws of the United States of America, having its registered office at 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware and registered with the Delaware Secretary of State under number 0075117 ("CCIEL"), currently holding twenty thousand nine hundred and seventy five (20,975) shares in the Company;

VIII Capital Investors 2002 Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of the United Kingdom, having its registered office at 20, Churchill Place, Canary Wharf, GB - E14 5HJ London and registered with the Companies House under number 04362458 ("Capital Investors"), currently holding four thousand four hundred and forty-two (4,442) shares in the Company; and

IX Stichting ANI Participation Foundation, a foundation existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at 4, Antwerpenweg, NL - 7418CR Devanter and registered with the Kamer van Koophandel (KvK) under number 08104344 ("Stichting") currently holding thirty six thousand eight hundred and thirty (36,830) shares in the Company.

CVC L.P., CVC Parallel Fund A, CVC Parallel Fund B, CVC Europe Enterprise (Cayman), CVC Europe Enterprise (Domestic), Citi, CCIEL, Capital Investors and Stichting are altogether hereafter referred to as the "Shareholders".

The Shareholders hold together all the shares issued by "Sigma Group Holdings S.à r.l.", a Luxembourg société à responsabilité limitée (private limited liability company) with registered office at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 10,718,675.- and being registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (the "Register") under number B 124.222 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary then residing in Mersch (Luxembourg), dated 25 October 2006, whose articles of incorporation (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 17 April 2007, number 630, page 30194 and whose Articles were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated 8 September 2014, published in the Mémorial on 24 October 2014, number 3101, page 148814.

Each of the Shareholders was represented by Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, as its proxy (the "Proxyholder") by virtue of proxies given under private seal.

Each proxy form, signed "ne varietur" by each of the Shareholders and the Notary shall remain annexed to this deed.

The Shareholders declared and requested the Notary to state:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1) To acknowledge that the information set out in article 267 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the "1915 Law") had been made available to the shareholders of the Company at the registered office of the Company within the timeframe required by the 1915 Law.

To declare to have examined and to acknowledge (i) the merger report drawn-up on 12 January 2015 by the board of managers of the Company and (ii) the merger report drawn-up on 2 December 2014 by the management board of Aster Verwaltungs GmbH, a company with limited liability under German law and with seat (Sitz) in Bad Soden am Taunus, Germany and registered business address in Königsteiner Str. 68, 65812 Bad Soden am Taunus, Germany, registered with the commercial register of the local court of Königstein im Taunus, Germany under number HRB 7493 (the "Absorbed Company") on the merger plan drawn-up in the form of a notarial deed in Luxembourg on 17 November 2014 in accordance with article 261 of the 1915 Law and also in the form of a notarial deed in Germany in accordance with sections 122a ff. of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz) ("German Transformation Act") and filed in Luxembourg with the Register and published in the Mémorial (the "Merger Plan").

2) To declare to have examined the Merger Plan.

To acknowledge that the Merger Plan was filed (i) with the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, on 17 November 2014 and published by the commercial register of the local court of Königstein im Taunus on 12 December 2014 and (ii) in Luxembourg, with the Register and was published on 27 November 2014 in the Mémorial number 3576 page 171631 in accordance with article 262 and article 9 of the 1915 Law.

To approve the merger of the Absorbed Company and the Company, whereby the Company will absorb the Absorbed Company pursuant to a cross-border merger (the "Merger") in accordance with the German Transformation Act and the 1915 Law, as set out in the Merger Plan which the Shareholders approve in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

To approve that the date of the Merger, pursuant to article 261 (2) e) of the 1915 Law - i.e. such date from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Company - is agreed to be 30 September 2014 (24:00 CET); from the start of 1 October 2014 (0:00 CET) the business operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Company.

3) To acknowledge and approve that as a consequence of the Merger, the Absorbed Company will cease to exist and the Company will acquire all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession in accordance with article 274 of the 1915 Law. As a consequence, the existing (contractual or other) rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties and legal relationships of the Absorbed Company will be transferred to the Company by operation of law.

To acknowledge that between the merging companies and towards third parties, the Merger shall become legally effective on the date of the publication of the present minutes in the Mémorial pursuant to articles 273ter and 9 of the 1915 Law.

To acknowledge that in accordance with article 268 (1) of the 1915 Law, creditors of the merging companies, whose claims predate the date of the publication of the present minutes in the Mémorial, may, notwithstanding any agreement to the contrary, within two months of such publication, apply to the judge presiding over the chamber of the local court dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Company is located and sitting as in urgent matters for the constitution of security for matured or unmatured claims if the creditors can demonstrate, in a credible way, that the Merger constitutes a risk for the exercise of their rights and that the Company has failed to provide them with appropriate guarantees.

4) Miscellaneous.

(ii) That 100 % of the corporate capital being present or represented at the present meeting, all the Shareholders present or represented declared that they had had due notice and previous knowledge of the agenda prior to this meeting and that they waived all the convening formalities.

(iii) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

The requirements set out in articles 261 to 276 of the 1915 Law have been fulfilled:

a) publication of the Merger Plan in the Mémorial on 27 November 2014, at least one month prior the date of the present extraordinary general meeting of the Shareholders of the Company convened to decide on the Merger;

b) issue on 12 January 2015 of the written merger report of the board of managers of the Company and on 2 December 2014 of the written merger report of the managing directors of the Absorbed Company explaining and justifying from a legal and economic perspective the Merger Plan; and

c) deposit of the documents required by Article 267 of the 1915 Law at the registered office of the Company at least one month prior to the date of the present extraordinary general meeting of the Shareholders of the Company convened to decide on the merger.

Then the extraordinary general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Shareholders acknowledged that the documents set out in article 267 of the 1915 Law had been made available to the Shareholders at the registered office of the Company within the timeframe required by the 1915 Law.

The Shareholders declared to have examined and to acknowledge (i) the merger report drawn-up on 12 January 2015 by the board of managers of the Company and (ii) the merger report drawn-up on 2 December by the management board of the Absorbed Company on the Merger Plan drawn-up in the form of a notarial deed in Luxembourg on 17 November in accordance with article 261 of the 1915 Law and also in the form of a notarial deed in Germany in accordance with sections 122a ff. of the German Transformation Act, and filed in Luxembourg with the Register and published in the Mémorial.

Second resolution

The Shareholders declared to have examined the Merger Plan.

The Shareholders acknowledged that the Merger Plan was filed (i) with the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, on 17 November 2014 and published by the commercial register of the local court of Königstein im Taunus on 12 December 2014 and (ii) in Luxembourg, with the Register and was published on 27 November 2014 in the Mémorial number 3576 page 171631 in accordance with article 262 and article 9 of the 1915 Law.

The Shareholders approved the Merger of the Absorbed Company and the Company, whereby the Company will absorb the Absorbed Company pursuant to the Merger in accordance with the German Transformation Act and the 1915 Law, as set out in the Merger Plan which the Shareholders approved in all its provisions and in its entirety, without exception and reserve.

The Shareholders especially approved that the date of the Merger, pursuant to Article 261 (2) e) of the 1915 Law - i.e. the date from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Company - is agreed to be 30 September 2014 (24:00 CET); from the start of 1 October 2014 (0:00 CET) the business operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being those of the Company.

Third resolution

The Shareholders acknowledged and approved that as a consequence of the Merger, the Absorbed Company will cease to exist and the Company will acquire all assets and liabilities of the Absorbed Company by way of universal succession in accordance with article 274 of the 1915 Law. As a consequence, the existing (contractual or other) rights and obligations of the Absorbed Company towards third parties and legal relationships of the Absorbed Company will be transferred to the Company by operation of law.

The Shareholders acknowledged that between the merging companies and towards third parties, the Merger shall become legally effective on the date of the publication of the present minutes in the Mémorial pursuant to articles 273ter and 9 of the 1915 Law.

The Shareholders acknowledged that in accordance with article 268 (1) of the 1915 Law, creditors of the merging companies, whose claims predate the date of the publication of the present minutes in the Mémorial, may, notwithstanding any agreement to the contrary, within two months of such publication, apply to the judge presiding over the chamber of the local court dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Company is located and sitting as in urgent matters for the constitution of security for matured or unmatured claims if the creditors can demonstrate, in a credible way, that the Merger constitutes a risk for the exercise of their rights and that the Company has failed to provide them with appropriate guarantees.

Notarial Verification and Certification

In accordance with article 271 (2) of the 1915 Law, the Notary (i) declares to have verified and attests the existence and the legality of the legal acts and formalities required by the Company and of the Merger Plan and certifies the proper completion of the pre-merger acts and formalities in relation to the Company, and (ii) declares to have verified and to certify the legality of the completion of the Merger, especially that the Company and the Absorbed Company have approved the Merger Plan in the same terms.

The Notary declares further that the filing and the publication of the present general meeting will only occur in the six (6) months following the present general meeting, if he will receive from the commercial register of the local court (Amtsgericht) of Königstein im Taunus, Germany, the certificate attesting the proper completion of the pre-merger acts and formalities in relation to the Absorbed Company.

Nothing else being on the agenda, and nobody asking to speak, the meeting was closed.

The Notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Esch-sur-Alzette, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the Proxyholder, known to the Notary by his name, first name, civil status and residence, said Proxyholder signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un avril.

Par-devant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché du Luxembourg, soussigné (le "Notaire").

Ont comparu:

I CVC European Equity Partners III L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12399 ("CVC L.P.") détenant actuellement trois cent vingt sept mille deux cent douze (327.212) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

II CVC European Equity Partners III Parallel Fund A, un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12789 ("CVC Parallel Fund A") détenant actuellement six mille six cent soixante trois (6.663) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman, lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

III CVC European Equity Partners III Parallel Fund B, un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 1190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12790 ("CVC Parallel Fund B") détenant actuellement six mille six cent soixante trois (6.663) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC European Equity III General Partner L.P., un Limited Partnership formé et organisé en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman, lui-même représenté par son General Partner, CVC European Equity III Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 77031;

IV CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Îles Cayman, ayant son siège social au 190 Elgin Avenue, George Town, KY1-90005 Grand Cayman, Îles Cayman et immatriculé auprès du Registre des sociétés limitées exemptées sous le numéro CR-12788 ("CVC Europe Enterprise (Cayman)") détenant actuellement seize mille huit cent soixante deux (16.862) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC Europe Enterprise GP Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST!, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 79623;

V CVC Europe Enterprise (Domestic) L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 2711, Centerville Road, USA - 19808 Wilmington, Delaware et immatriculé auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 010243936-3394703 ("CVC Europe Enterprise (Domestic)") détenant actuellement quatre mille neuf cent cinq (4.905) parts sociales de la Société, représenté par son General Partner, CVC Europe Enterprise GP Limited, une société incorporée et organisée en vertu du droit de Jersey, ayant son siège social à Lime Grove House, Green Street, St. Helier, Jersey JE1 2ST, Îles Anglo-Normandes, enregistrée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 79623;

VI Citi Europe Co-Invest, L.P., un Limited Partnership existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware et immatriculé auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 010247114-3395397 ("Citi") détenant actuellement quatre mille cent quatre vingt quinze (4.195) parts sociales de la Société;

VII CCIEL LLC, une Limited Company constituée et existant en vertu du droit des Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1209, Orange Street, USA - 19801 Wilmington, Delaware et immatriculée auprès du Secrétariat d'Etat du Delaware sous le numéro 0075117 ("CCIEL") détenant actuellement vingt mille neuf cent soixante quinze (20.975) parts sociales de la Société;

VIII Capital Investors 2002 Limited, une Limited Company constituée et existant en vertu du droit du Royaume-Uni, ayant son siège social au 20, Churchill Place, Canary Wharf, GB - E14 5HJ Londres et immatriculée auprès du Companies House sous le numéro 04362458 ("Capital Investors") détenant actuellement quatre mille quatre cent quarante deux (4.442) parts sociales de la Société; et

IX Stichting ANI Participation Foundation, une fondation existant en vertu du droit des Pays-Bas, ayant son siège social au 4, Antwerpenweg, NL - 7418CR Devanter et immatriculée auprès de la Chambre de Commerce (KvK) sous le numéro 08104344 ("Stichting") détenant actuellement trente six mille huit cent trente (36.830) parts sociales de la Société.

CVC L.P., CVC Parallel Fund A, CVC Parallel Fund B, CVC Europe Enterprise (Cayman), CVC Europe Enterprise (Domestic), Citi, CCIEL, Capital Investors et Stichting sont ci-après cités comme étant les "Associés".

Les Associés détiennent ensemble toutes les parts sociales émises par "Sigma Group Holdings S.à r.l.", une société à responsabilité limitée luxembourgeoise ayant son siège social au 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 10.718.675,- et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le "Registre") sous le numéro B 124.222 (la "Société"), constituée par un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire alors de résidence à Mersch (Luxembourg), en date du 25 octobre 2006, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") en date du 17 avril 2007, numéro 630, page 30194 et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg, en date du 8 septembre 2014, publié au Mémorial en date du 24 octobre 2014, numéro 3101, page 148814.

Chacun des Associés a été représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, Grand-duché de Luxembourg, en tant que mandataire (le "Mandataire") en vertu de procurations données sous seing-privé.

Les procurations, signées «ne varietur» par chacun des Associés et le Notaire devront rester attachées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

Les Associés ont déclaré et requis le Notaire d'acter ce qui suit:

(i) L'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1) Reconnaître que l'information visée à l'article 267 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la "Loi 1915") a été mise à la disposition des associés de la Société au siège social de la Société dans les délais requis par la Loi 1915.

Déclarer avoir examiné et reconnaître (i) le rapport de fusion établi en date du 12 Janvier 2015 par le conseil de gérance de la Société et (ii) le rapport de fusion établi en date du 2 décembre 2014 par le conseil de gérance de Aster Verwaltungs GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand ayant son siège (Sitz) à Bad Soden am Taunus, Allemagne et ayant son adresse sociétale à Königsteiner Str. 68, 65812 Bad Soden am Taunus, Allemagne, immatriculée au registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus, Allemagne, sous le numéro HRB 7493 (la "Société Absorbée") du projet commun de fusion établi sous forme d'un acte notarié au Luxembourg en date du 17 novembre 2014 en vertu de l'article 261 de la Loi 1915 et également sous forme d'un acte notarié en Allemagne en vertu des section 122a ff. de la loi allemande sur les transformations (Umwandlungsgesetz) ("Loi Allemande sur les Transformations"), et déposé au Luxembourg auprès du Registre et publié au Mémorial (le "Projet Commun de Fusion").

2) Déclarer avoir examiné le Projet Commun de Fusion.

Reconnaître que le Projet Commun de Fusion a été déposé (i) auprès du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne en date du 17 novembre 2014 et publié par le registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus en date du 12 décembre 2014 et (ii) au Luxembourg, au Registre et a été publié en date du 27 novembre 2014 au Mémorial numéro 3576, page 171631 en vertu des articles 262 et 9 de la Loi 1915.

Approuver la fusion de la Société Absorbée et de la Société, par laquelle la Société absorbera la Société Absorbée suite à une fusion transfrontalière (la "Fusion") en accord avec la Loi Allemande sur les Transformations et la Loi 1915, tel qu'indiqué dans le Projet Commun de Fusion que les Associés approuvent dans toutes ses dispositions et dans son entièreté, sans exception ni réserve.

Approuver que la date de la Fusion, en vertu de l'article 261 (2) e) de la Loi 1915 - i.e. la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant accomplies pour le compte de la Société - est convenue comme étant le 30 septembre 2014 (24:00 CET); à compter du 1 octobre 2014 (0:00 CET) les activités commerciales de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant celles de la Société.

3) Reconnaître et approuver qu'en conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et la Société va acquérir l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée par voie de succession universelle conformément

à l'article 274 de la Loi 1915. Par conséquent, les droits et obligations (contractuels ou autres) existants de la Société Absorbée à l'égard des tiers et les relations juridiques de la Société Absorbée seront transférés à la Société de plein droit.

Reconnaître qu'entre les sociétés fusionnantes et à l'égard des tiers, la Fusion prendra effet à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi 1915.

Reconnaître que conformément à l'article 268 (1) de la Loi 1915, les créanciers des sociétés fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la Société a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où les créanciers peuvent démontrer, de manière crédible, que la Fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que le Société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

4) Divers

(ii) 100% du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, tous les Associés présents ou représentés ont déclaré avoir été dûment informés de l'ordre du jour avant la tenue de la présente assemblée et qu'ils renonçaient à toutes les formalités de convocation.

(iii) Par conséquent, l'assemblée était valablement constituée et pouvait valablement délibérer sur tous les éléments de l'ordre du jour.

Les exigences définies aux articles 261 à 276 de la Loi 1915 ont été remplies:

a) publication du Projet Commun de Fusion au Mémorial en date du 27 novembre 2014, un mois au moins avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire des Associés de la Société appelée à se prononcer sur la Fusion;

b) établissement en date du 12 Janvier 2015 du rapport de fusion écrit du conseil de gérance de la Société et en date du 2 décembre 2014 du rapport de fusion écrit des gérants de la Société Absorbée expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet Commun de Fusion; et

c) le dépôt des documents requis par l'article 267 de la Loi 1915 au siège social de la Société un mois au moins avant la date de la présente assemblée générale extraordinaire des Associés de la Société appelée à se prononcer sur la fusion.

Ensuite, l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont reconnu que l'information visée à l'article 267 de la Loi 1915 a été mise à la disposition des associés de la Société au siège social de la Société dans les délais requis par la Loi 1915.

Les Associés ont déclaré avoir examiné et reconnaître (i) le rapport de fusion établi en date du 12 janvier 2015 par le conseil de gérance de la Société et (ii) le rapport de fusion établi en date du 2 décembre 2014 par le conseil de gérance de la Société Absorbée du Projet Commun de Fusion établi sous forme d'un acte notarié au Luxembourg en date du 17 novembre 2014 en vertu de l'article 261 de la Loi 1915 et également sous forme d'un acte notarié en Allemagne en vertu des section 122a ff. de la Loi Allemande sur les Transformations, et déposé au Luxembourg auprès du Registre et publié au Mémorial.

Seconde résolution

Les Associés ont déclaré avoir examiné le Projet Commun de Fusion.

Les Associés ont reconnu que le Projet Commun de Fusion a été déposé (i) auprès du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne, en date du 17 novembre 2014 et publié par le registre de commerce du tribunal local de Königstein im Taunus en date du 12 décembre 2014 et (ii) au Luxembourg, au Registre et a été publié en date du 27 novembre 2014 au Mémorial numéro 3576, page 171631 en vertu des articles 262 et 9 de la Loi 1915.

Les Associés ont approuvé la Fusion de la Société Absorbée et de la Société, par laquelle la Société va absorber la Société Absorbée dans le cadre de la Fusion en accord avec la Loi Allemande sur les Transformations et la Loi 1915, tel qu'indiqué dans le Projet Commun de Fusion que les Associés ont approuvé dans toutes ses dispositions et dans son entièreté, sans exception ni réserve.

Les Associés ont en particulier approuvé que la date de la Fusion, en vertu de l'article 261 (2) e) de la Loi 1915 - i.e. la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant accomplies pour le compte de la Société - est convenue comme étant le 30 septembre 2014 (24:00 CET); à compter du 1 octobre 2014 (0:00 CET) les activités commerciales de la Société Absorbée devront être considérées du point de vue comptable comme étant celles de la Société.

Troisième résolution

Les Associés ont reconnu et approuvé qu'en conséquence de la Fusion, la Société Absorbée cessera d'exister et la Société va acquérir l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée par voie de succession universelle conformément à l'article 274 de la Loi 1915. Par conséquent, les droits et obligations (contractuels ou autres) existants de la Société Absorbée à l'égard des tiers et les relations juridiques de la Société Absorbée seront transférés à la Société de plein droit.

Les Associés ont reconnu qu'entre les sociétés fusionnantes et à l'égard des tiers, la Fusion prendra effet à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial conformément aux articles 273ter et 9 de la Loi 1915.

Les Associés ont reconnu que conformément à l'article 268 (1) de la Loi 1915, les créanciers des sociétés fusionnantes, dont la créance est antérieure à la date de la publication des présentes minutes au Mémorial, peuvent, nonobstant toute convention contraire, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat présidant la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la Société a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues au cas où les créanciers peuvent démontrer, de manière crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que le Société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

Vérification notariale et certification

En accord avec l'article 271 (2) de la Loi 1915, le Notaire (i) déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société et du Projet Commun de Fusion et certifie l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la fusion relative à la Société, et (ii) déclare avoir vérifié et certifier la légalité de l'accomplissement de la Fusion, particulièrement que la Société et la Société Absorbée ont approuvé le Projet Commun de Fusion en des termes identiques.

Le Notaire déclare également que le dépôt et la publication de la présente assemblée générale aura uniquement lieu dans les six (6) mois suivant la présente assemblée générale, au cas où il obtient du registre de commerce du tribunal local (Amtsgericht) de Königstein im Taunus, Allemagne, le certificat attestant de l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la fusion relative à la Société Absorbée.

Aucun autre point n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée a été clôturée.

Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Cet acte notarié a été préparé à Esch-sur-Alzette, le jour mentionné au début de ce document.

Le document ayant été lu au Mandataire, qui est connu par le Notaire par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, le Mandataire et le Notaire ont ensemble signé cet acte.

Signé: AFONSO-DA CHAO CONDE, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 avril 2015. Relation: EAC/2015/9082. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Référence de publication: 2015072740/389.

(150082073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mai 2015.

Acheron Portfolio Corporation (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 129.880.

We are pleased to invite you at the

ORDINARY GENERAL MEETING

of the Company (the Ordinary Meeting) to be held at its registered office on *22 June 2015*, 10:00 am for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's consolidated financial statements. Approval of the Company's consolidated financial statements for the year ended December 31, 2014.
2. Consideration of the Board of Directors' and independent auditor's reports on the Company's annual accounts. Approval of the Company's annual accounts as at December 31, 2014.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the members of the Board of Directors for the exercise of their mandate throughout the year ended December 31, 2014.
5. Approval of a Director's fee for the financial year 2014 as stated in the Directors' report.
6. Authorization to the Board of Directors to appoint one or more of its members as the Company's attorney-in-fact.
7. Miscellaneous.

Total Voting Rights

The share capital of the Company is on the date hereof represented by 45'446'946 A shares with a par value of US\$ 1 each, 14'596'098 B shares with a par value of US\$ 1 each, 7,600,000 D shares with a par value of US\$ 1 each, 25,000 CA shares with a par value of US\$ 1 each, and 25,000 CB shares with a par value of US\$ 1 each, and 1,000 CD shares with a par value of US\$ 1 each. The authorized share capital of the Company including the issued capital of the Company is set at US\$ 500,000,000. The class CA shares, class CB shares, class CD shares, class A shares, B shares and C Shares all carry voting rights in general meetings on an unrestricted "one share one vote" basis.

Right to participate to the Meeting

Any shareholder who holds one or more shares of the Company shall be admitted to the Meeting and may vote in person or by appointing in writing another person, who needs not be a shareholder, as its proxy. Any shareholder and/or proxyholder participating in the Meeting shall carry a valid proof of identity.

Procedures for attending and voting at the Meeting

a. Shareholders wishing to exercise their right to vote at the Meeting shall declare themselves not less than 14 days at midnight prior to the date of the Meeting (the Record Date) in the manner set forth hereunder:

Shareholders wishing to attend the Meeting in person:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to attend the Meeting in person must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.
- Any shareholder must in addition to the above, no later than 72 hours prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the attendance confirmation sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com).

Certificates issued by financial institutions or professional depositories (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only attendance confirmations provided by the Company.

Shareholders wishing to vote through proxy:

- Any shareholder holding shares through fungible securities accounts (custodian banks) wishing to vote through proxy at the Meeting must not later than 72 hours prior to the Meeting, deliver by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, a certificate issued by the financial institution or professional depository (custodian bank) holding such shares, evidencing deposit of the shares and certifying the number of shares recorded in the relevant account as of the Record Date.
- Any shareholder must no later than 72 hours prior to the Meeting (i) have their custodian bank send SWIFT instruction to Clearstream / Euroclear and (ii) have a copy of said SWIFT instruction sent by their custodian bank to Banque Internationale à Luxembourg, Luxembourg (SWIFT code: BILLLULL), along with the proxy sent to Banque Internationale à Luxembourg to the attention of Biagio Grasso, by fax (+352/45.90.42.27) or e-mail (biagio.grasso@bil.com) and to the Company to the attention of Yves Mertz, by fax (+352/26.33.42.52) with the original to follow by mail to the attention of Yves Mertz at the registered office of the Company located at 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg.

Certificates issued by financial institutions or professional depositories (custodian banks) certifying the number of shares recorded in the relevant account as of a date other than the Record Date will not be accepted and such shareholders will not be admitted to the Meeting.

The shareholders may use only proxy provided by the Company.

b. Any shareholder of nominative shares having been duly registered in the shareholder's register of the Company is allowed to attend the Meeting upon presentation of a valid document evidencing its identity.

c. In the event of shares owned by a corporation or any other legal entity, individuals representing such entity who wish to attend the Meeting in person and vote at the Meeting on behalf of such entity, must present evidence of their authority to attend, and vote at, the Meeting by means of a proper document (such as a general or special power-of-attorney) issued by the relevant entity. A copy of such power of attorney or other proper document must be filed with the Company not later than 72 hours prior to the Meeting, at the Company's registered office in Luxembourg. The original documentation evidencing the authority to attend, and vote at, the Meeting, or a notarized and legalized copy thereof, must be presented at the Meeting.

d. Pursuant to the Company's articles of association, resolutions at the Ordinary Meeting will be passed by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of shares present or represented.

e. Holders of shares representing at least 5 % of the issued shares of the Company are entitled to (i) insert items on the Agenda of the Meeting and (ii) present draft resolutions on the items of the Agenda of the Meeting.

f. The holders of shares contemplating to exercise their rights referred to in item e. above shall, no later than twenty-two days prior to the date of the Meeting, address in writing to the Company, either by mail or fax, a draft of the resolution respectively the items to be inserted in the Agenda of the Meeting, to one of the following:

Per mail: 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg

Per fax: +352 26.33.42.52

Copies of the convening notice, proxy and attendance confirmation as well as the Company's 2014 annual Report and the Company's annual accounts as at December 31st, 2014, together with the board of directors' and the independent auditors' reports thereon are available on our website at [http:// www.acheronportfolio.lu/](http://www.acheronportfolio.lu/) or at the free disposal of the shareholders at registered office of the Company.

For and on behalf of the board of directors of the Company

Director Director

18 May 2015,

Luxembourg

Référence de publication: 2015075745/755/95.

Offshore Drilling Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 177.518.

L'an deux mille quinze, le vingt-trois mars.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

L'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'actionnaire unique de OFFSHORE DRILLING HOLDING S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social se situe 29, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.518. La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, soussigné, en date du 22 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1684 du 13 juillet 2013. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, précité, en date du 25 novembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 4020 du 31 décembre 2014.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Annick Braquet, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, (le Président).

Le Président nomme en tant que secrétaire Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents, (le Secrétaire)

L'Assemblée choisit en tant que scrutateur Marisa Alexandra Leite Ribeiro, demeurant à L-4484 Soleuvre, 1, rue des Rosiers, (le Scrutateur et avec le Président et le Secrétaire constituant le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau ainsi constitué, le Président a déclaré ce qui suit:

I. Il ressort de la liste de présence établie et certifiée par les membres du Bureau que deux cents (200) actions ayant une valeur nominale de sept cent un mille cent cinquante-quatre dollars américains neuf mille huit cent soixante-quinze centimes (USD 701.154,9875.-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée, qui est par conséquent valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, reproduit ci-après.

II. La procuration, après signature ne varietur par le mandataire de l'actionnaire de la Société, restera annexée au présent procès-verbal.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de quatre-vingt millions cent trente mille deux cent six dollars américains vingt-cinq centimes (USD 80.130.206,25) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante millions deux cent trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept dollars américains et cinquante-et-un centimes (USD 140.230.997,51.-) à deux cent vingt millions trois cent soixante-et-un mille deux cent trois dollars américains soixante-seize centimes (USD 220.361.203,76) par augmentation de la valeur nominale des actions qui sera portée à un million cent un mille huit cent six dollars américains zéro dix-neuf centimes (USD 1.101.806,019).

2. Souscription et paiement de l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus par la conversion en capital de créances détenues par l'actionnaire à l'encontre de la société;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société;

4. Divers.

IV. L'Assemblée a pris les décisions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit de la Société à concurrence d'un montant de quatre-vingt millions cent trente mille deux cent six dollars américains vingt-cinq centimes (USD 80.130.206,25) afin de le porter de son montant actuel de cent quarante millions deux cent trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept dollars américains et cinquante-et-un centimes (USD 140.230.997,51.-) à deux cent vingt millions trois cent soixante-et-un mille deux cent trois

dollars américains soixante-seize centimes (USD 220.361.203,76) par augmentation de la valeur nominale des actions qui sera portée à un million cent un mille huit cent six dollars américains zéro dix-neuf centimes (USD 1.101.806,019).

Souscription - Libération

L'Actionnaire Unique, dûment représenté comme décrit ci-dessus, déclare libérer intégralement l'augmentation de capital par la conversion en capital de créances certaines, liquides et exigibles détenues par l'actionnaire à l'encontre de la société, d'un montant total de quatre-vingt millions cent trente mille deux cent six dollars américains vingt-cinq centimes (USD 80.130.206,25).

L'existence desdites créances a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par Atwell, Cabinet de révision agréé, ayant son siège social à Luxembourg, le 23 mars 2015, qui conclut comme suit:

“On the basis of the work carried out by us, nothing has come to our attention that would cause us to believe that the value of the contributed assets would not be at least equal to the increase of the par value of the 200 existing shares to be performed in exchange.”

Ledit rapport restera, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

Deuxième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.1.** «Le capital social souscrit est fixé à deux cent vingt millions trois cent soixante-et-un mille deux cent trois dollars américains soixante-seize centimes (USD 220.361.203,76) représenté par deux cents (200) actions ayant une valeur nominale de un million cent un mille huit cent six dollars américains zéro dix-neuf centimes (USD 1.101.806,019) chacune (les "Actions"), qui ont toutes été intégralement libérées. Dans les présents Statuts, "Actionnaires" signifie les détenteurs au moment pertinent des Actions et "Actionnaire" doit être interprété conformément.»

Suit la traduction anglaise:

“ **Art. 5.1.** The subscribed share capital of the Company is two hundred and twenty million three hundred and sixty-one thousand three hundred and three United States Dollars and seventy-six cents (USD 220,361,203.76) divided into two hundred (200) shares with a par value of one million one hundred and one thousand eight hundred and six United States Dollars and zero nineteen cents (USD 1,101,806.019) each (the "Shares"), all of which are fully paid up. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.”

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ huit mille Euros (EUR 8.000.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte faite aux membres du Bureau, ceux-ci ont signé avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER, M. A. LEITE RIBEIRO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 30 mars 2015. Relation: 1LAC/2015/9673. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 avril 2015.

Référence de publication: 2015051335/89.

(150059236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

Finogest Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 124.357.

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "FINOGEST FINANCE S.A.", inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 124357, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 21 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 634 du 18 avril 2007.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte de Maître Joseph ELVINGER, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2253 du 15 septembre 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Denis BREVER, employé privé, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marilyn KRECKÉ, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. - Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les quatre mille (4.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cent mille euros (EUR 100.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II. - Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 117503, ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. En conséquence, il est mis fin au mandat des administrateurs.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: D. Brever, M. Krecké, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 27 mars 2015. 2LAC/2015/6828. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Paul Molling.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2015.

Référence de publication: 2015051131/54.

(150059140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.

SachwertInvest I, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 156.795.

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, den zwanzigsten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Pierre PROBST, mit dem Amtssitz in Ettelbruck.

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft "SachwertInvest I S.A.", mit Sitz in Luxemburg, 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg

eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg Sektion B unter der Nummer 156795,

gegründet durch eine Urkunde aufgenommen durch Notar Pierre PROBST mit dem damaligen Amtssitz in Ettelbruck, am 1. Oktober 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 109 vom 19. Januar 2011.

Die Generalversammlung wurde eröffnet um 11:00 Uhr und fand statt unter dem Vorsitz von Frau Nadine CLOSTER.
Die Generalversammlung verzichtet einstimmig auf die Berufung eines Sekretärs und eines Stimmzählers.

Der Präsident erklärte und bat sodann den amtierenden Notar zu beurkunden dass:

I. Die erschienenen oder vertretenen Aktionäre der Aktiengesellschaft sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste angeführt sind, welche nach Paraphierung durch den Präsidenten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleibt, um mit ihr einregistriert zu werden.

II. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass die 181.000 bestehenden Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, in gegenwärtiger außerordentlicher Generalversammlung zugegen oder vertreten sind, und die Versammlung somit rechtsgültig über sämtliche Punkte der Tagesordnung entscheiden kann.

III. Die Tagesordnung gegenwärtiger Generalversammlung begreift nachfolgende Punkte:

1. Verlegung des Gesellschaftssitzes der Gesellschaft von 4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg nach 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg;

2. Änderung des ersten Satzes des Artikels 4 der Satzung der Gesellschaft um die Verlegung des Gesellschaftssitzes nach Senningerberg widerzuspiegeln, sodass dieser wie folgt lautet:

«Der Sitz der Gesellschaft befindet sich innerhalb der Gemeinde Niederanven, Großherzogtum Luxemburg.»;

3. Verschiedenes.

Nachdem vorstehende Punkte seitens der Versammlung gutgeheißen wurden, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Erster Beschluss.

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung nach L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, im Zusammenhang mit dem ersten Beschluss, Artikel 4 Satz 1 der Satzung mit sofortiger Wirkung abzuändern, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 4.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg..."

Erklärung der Unterzeichner

Die Gesellschafter erklären hiermit, dass sie die dinglich Begünstigten der Gesellschaft, die Gegenstand dieser Urkunde ist, im Sinne des Gesetzes vom 12. November 2004 in der abgeänderten Fassung sind, und bescheinigen, dass die Mittel / Güter / Rechte die das Kapital der Gesellschaft bilden nicht von irgendeiner Tätigkeit, die nach Artikel 506-1 des Strafgesetzbuches oder Artikel 8-1 des Gesetzes vom 19. Februar 1973 betreffend den Handel von Arzneimitteln und die Bekämpfung der Drogenabhängigkeit oder einer terroristische Handlung stammen im Sinne des Artikels 135-5 des Strafgesetzbuches (als Finanzierung des Terrorismus definiert).

Kosten.

Die Kosten, Gebühren und jedwede Auslagen die der Gesellschaft auf Grund gegenwärtiger Urkunde entstehen, werden geschätzt auf 750.-€.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Ettelbruck, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung des Vorstehenden an den Anwesenden, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: Nadine CLOSTER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 25 mars 2015. Relation: DAC/2015/4988. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG; der Gesellschaft auf Begeh und zum Zwecke der Veröffentlichung im Memorial erteilt.

Ettelbrück, den 3. April 2015.

Référence de publication: 2015051404/59.

(150059401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2015.